

admettre qu'un pays dont les affaires sont bien administrées doit devancer celui qui se laisse croupir dans l'inertie et l'imprévoyance. Le jeune Canada, le Canada qui a été conduit dans la voie de la prospérité par l'esprit de l'enfant privilégié de Québec—sir Wilfrid Laurier—a été toute une révélation pour le monde entier, qui l'admire on ne peut plus aujourd'hui. La réputation du Canada doit être une chose sacrée au cœur de tout vrai Canadien—et je regrette que quelques-uns des nôtres dans la presse et ailleurs en parlent de manière à ternir cette réputation. Ce qui est dit pour déprécier notre pays ne repose sur rien de solide ; mais les calomnies répétées à l'étranger finissent par nuire à la renommée de notre pays. Loin de moi la pensée de vouloir atténuer le mal qui est fait dans notre pays ; mais pour nous plaindre de ce mal, avant de le condamner, nous devons avoir de légitimes raisons pour le faire. Je me rappelle en ce moment les accusations qui ont été portées contre le chef du gouvernement et quelques autres du parlement qui siègent à la droite du président de l'autre Chambre. On a essayé de ressusciter des choses qui n'avaient jamais existé et de grossir des fautes qui n'étaient que de simples vétilles. On doit regretter les efforts que l'on fait pour servir des intérêts politiques au détriment de la justice. On perd à cela un temps précieux, et, ce qui est plus regrettable encore, c'est que cela a pour effet de jeter de l'odieus sur des hommes honorables qui ont été envoyés à Ottawa parce qu'ils jouissaient de la confiance de leurs commettants. La dernière saison a été une saison de pêche aux scandales. Quelques hommes honnêtes et quelques autres qui ne le sont pas ont employé leur temps à jeter l'appât, mais quand vint la fin de la saison, ils constatèrent qu'ils n'avaient pas pris le plus petit poisson. Les pêcheurs doivent-ils être blâmés ? Ils veulent faire un travail salutaire, et les libéraux leur souhaitent du succès dans leur entreprise. Si ceux pour qui l'honnêteté n'est qu'un vain mot désirent forcer le coffre public, si les spéculateurs veulent par des moyens odieux devenir millionnaires en brocotant le patrimoine de chaque Canadien, s'ils veulent être des joueurs dans nos chambres législatives, je désire qu'ils soient exposés à la lumière du plus pur patriotisme, et nul ne s'empressera plus que les

Hon. M. COFFEY.

membres du parti libéral, depuis le chef jusqu'au plus humble soldat, à tenter de purifier l'arène politique.

On entend parfois des gens se plaindre de ce que nos dépenses sont trop considérables, et ce qui a été dit autrefois à ce sujet est cité aujourd'hui contre le gouvernement. On oublie que les dépenses et le développement d'un pays doivent aller de pair. Des édifices publics doivent être érigés, ceux qui existent doivent être agrandis pour faire face à l'augmentation des affaires dans le pays. Le gouvernement se laisse toujours guider par les principes qui doivent régler la conduite de tout manufacturier entreprenant du pays. On se rappelle qu'il y a quelques années le parti qui est maintenant dans l'opposition avait l'habitude de parler avec orgueil des immenses cheminées qui ornaient notre sol, et pour cette preuve de prospérité il demandait avec justesse au peuple du pays de lui garder de la reconnaissance. Alors pourquoi refuser au parti libéral le mérite d'avoir quadruplé le nombre de ces cheminées, petites et grandes, d'où s'élève la fumée qui donne à notre pays l'activité merveilleuse qui fait l'étonnement des étrangers. Mais il est impossible de faire prononcer un seul mot d'éloge à nos adversaires. Quelques-uns d'entre eux regardent les hautes cheminées et nous disent que leur fumée est une nuisance.

Un des problèmes les plus difficiles à résoudre aujourd'hui est celui du règlement des différends qui surgissent entre le travail et le capital. A ce propos, on doit admettre que le gouvernement de sir Wilfrid Laurier a employé toute son énergie à la solution de ce problème, à amener l'accord entre les patrons et leurs ouvriers. Les éléments de discorde ne sont pas aussi nombreux qu'ils l'étaient il y a quelques années, et nous avons raison d'espérer que dans un prochain avenir on trouvera quelque moyen de régler tous les différends qui pourront surgir. Le capital et le travail ne sont pas éloignés l'un de l'autre quand les hommes bien pensants des deux partis se rapprochent avec le désir de faire un traité de paix.

On doit féliciter et remercier le gouvernement pour les efforts qu'il fait pour protéger le peuple contre les compagnies souvent insolubles et administrées par des hommes qui ne s'agenouillent que devant l'autel du dieu Dollar. Le plus tôt le pays